



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Leila Zerrougui, le 20 Janvier 2021 à Kinshasa

La conférence de presse de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Leila Zerrougui, était modérée par Mathias Gillmann, porte-parole de la MONUSCO.

Porte-parole de la MONUSCO [Mathias Gillmann]. Bonjour à tous, merci de votre présence, merci aux auditeurs de Radio Okapi pour leur fidélité. Merci d'être présents pour la dernière conférence de presse de Mme Leila Zerrougui, en tant que Représentante spéciale du Secrétaire général en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO. Vous le savez, elle sera remplacée par Mme Bintou Keita de la Guinée qui devrait être dans le pays dans quelques semaines. Mais sans plus tarder, je vais donner la parole à Madame Leila Zerrougui et ensuite nous aurons le temps pour quelques questions. Mme Zerrougui, nous vous écoutons.

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] : Merci beaucoup. Merci à vous tous d'être là, c'est un plaisir pour moi de pouvoir vous dire au revoir pas seulement à travers les ondes, mais en étant là avec moi. La même chose pour ceux qui m'écoutent ou ceux qui vont écouter cette conférence.

Ce n'est pas un plaisir après tant d'années dans votre pays de dire au revoir parce qu'on a construit des relations, on s'est attaché à des personnes, mais on s'est attaché aussi à des causes, à des situations et on s'est aussi impliqué dans des processus qui ne sont pas toujours évidents pour un étranger. J'ai eu la chance, j'ai eu le plaisir de travailler avec vous, avec les autorités de ce pays, avec tous les segments qui représentent une nation : société civile, opposition, personnes qui sont dans le pouvoir ou dans les mécanismes ou institutions étatiques. J'ai eu aussi le plaisir de travailler avec vos collègues un peu partout où je passais que ce soit ici à Kinshasa ou dans l'est du pays, où j'ai beaucoup voyagé ces trois ans.

Comme vous le savez, je crois que je l'ai déjà dit : la première fois où j'ai quitté mon pays, c'était pour venir ici en 2008, quand j'étais venue pour travailler pour la première fois dans le maintien de la paix. C'était en RDC et j'ai passé à l'époque quatre ans chez vous. Je suis partie à New York et j'ai continué de suivre votre pays puisque c'était sur mon agenda, et j'ai rendu visite à la RDC deux fois pendant que j'étais là-bas. C'est vraiment une relation assez forte. Parce que je n'ai pas un autre pays dont je peux parler comme je parle de la RDC, où j'ai vécu pendant des années et des années et j'ai rencontré des gens.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, monusco-hq-mpiochief@un.org, tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, lukokiikola@un.org, portable : +243 81 890 77 06



Organisation des Nations Unies

J'ai aussi rencontré des difficultés, et c'est normal. Dans ce genre de situations, on n'est pas des stars, on vient travailler sur la souffrance, on travaille sur l'instabilité, sur les conflits et tout ce que cela engendre. Cela veut dire que ce n'est pas quelque chose où il est facile d'obtenir des résultats.

C'est aussi quelque chose qui ne peut se faire qu'avec de la patience et avec un regard et du recul. Comme vous le savez, l'être humain est comme ça, il est pressé de voir tout se faire sinon, il n'est pas content. Il est parfois obnubilé par certaines choses qu'il pense faciles à réaliser, mais ce n'est pas évident.

Mais avec du recul, je vous dis en toute franchise -je continue à dire ça, même s'il y a des gens qui ne sont pas d'accord avec moi - je pense que ce pays est en train d'avancer malgré toutes les difficultés qui sont encore là. Dans la vie d'une personne, il y a des hauts et des bas, on tombe, on se relève, on a des problèmes, on est heureux, etc. Et c'est la même chose pour un peuple qui vit sur un territoire et qui n'a pas consolidé les fonctions régaliennes de l'Etat, qui n'a pas encore tourné la page du conflit. Il y a encore des zones de conflit.

Mais je regarde avec du recul, je me dis : nous sommes là depuis 20 ans, et souvent certaines personnes [se demandent] qu'est-ce qu'on a fait en 20 ans ? D'abord, on ne pas seul, personne ne peut faire seul, on fait avec vous, on fait avec les Congolais et on a ce partenariat justement solide qui nous permet d'avancer parce que la tâche n'est pas facile.

Quand je pense à quand je suis arrivée en 2008 et quand je pense à quand la Mission a commencé et dans quel état était le Congo, je vois aujourd'hui que même si le conflit persiste, il est quand même contenu dans trois provinces de l'est. Les raisons, on les connaît et il faut continuer à travailler, mais la RDC était divisée, coupée en quatre, avec neuf armées étrangères qui se battaient ici, et le pays n'avait même pas organisé une élection depuis l'indépendance.

Donc l'évolution a eu lieu - avec les hauts et les bas, et avec les critiques, parce que c'est normal, chaque travail d'un être humain n'est pas parfait. S'il était parfait, on ne serait pas là. On le fait chacun avec ses convictions, avec ses croyances, et avec ce qu'il peut apporter.

Je quitte le cœur lourd, parce que ce n'est pas facile de quitter les gens avec lesquels on a construit des choses. Je rentre dans mon pays 13 ans après. Je dois me réadapter, m'habituer à nouveau avec une autre vie.

Mais je pars aussi avec beaucoup d'espoir en me disant que les Congolais peuvent continuer à faire des efforts. C'est vrai que le processus sont fragiles, c'est vrai que les risques sont toujours là, et on les voit, les tensions, les difficultés, les conflits.

Mais quand je regarde le passé, je me dis : il y a des conflits politiques, c'est clair. Mais on n'a personne qui se revendique d'un groupe armé pour dire je prends le pouvoir. Les gens se disputent au niveau politique, c'est un progrès. On voit que malgré les difficultés, une bonne partie du Congo [est en paix].

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, monusco-hq-mpiochief@un.org, tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, lukokiikola@un.org, portable : +243 81 890 77 06



Organisation des Nations Unies

Depuis que je suis revenue en 2018, après les élections, nous avons quitté 8 provinces. Nous sommes dans un processus où on va réduire encore notre présence dans d'autres provinces. Nous travaillons sur les conflits et on a de moins en moins de divergences avec les FARDC, avec la PNC, avec le Gouvernement sur la nature des menaces et sur comment on peut travailler sur ces menaces.

Ce n'est pas pour dire que tout est rose, loin de là. Je sais que la situation est encore fragile, elle est difficile. Le risque de revenir en arrière n'est pas exclu. Donc il faut toujours continuer à préserver les acquis et exiger d'améliorer ce qui reste à faire.

C'est cela le travail dans tous les pays du monde. C'est de dire, les acquis on les a eus, on les garde, on les préserve. Ça, on ne touche pas, ce sont des acquis. Après, il y a des divergences, c'est là où il faut continuer à travailler.

Comme vous le savez, la Mission a obtenu du Conseil de sécurité encore le maintien de la question prioritaire : la protection des civils, le renforcement de nos capacités pour répondre à cette thématique énorme, cette problématique énorme. Mais aussi d'appuyer les FARDC, le Gouvernement. Mais il y a dans la résolution cette année, une insistance sur la stabilisation, le renforcement des institutions et nous avons plaidé pour ça auprès du Conseil. Parce que quand on est dans l'urgence, on essaie de parer à l'urgence mais si on veut régler le problème et tourner la page, on doit identifier les causes profondes et on doit travailler sur ces causes profondes.

Courir après l'urgence est nécessaire. Vous avez des gens qui se font tuer, vous devez réagir, vous devez faire quelque chose, mais en même temps, il faut aller au-delà de la réaction et être beaucoup plus proactif pour identifier les causes profondes et soigner à la base pour avancer encore plus et consolider les acquis et gérer les problèmes qui restent à gérer.

Nous sommes dans une année difficile parce que nous avons le COVID. La preuve, regardez, on ne s'approche plus, on a des masques, on maintient les distances, on travaille de loin, on ne peut plus voyager facilement, même les gens qui avaient la facilité de bouger ne peuvent plus bouger.

Donc c'est une situation qui a des conséquences sur le plan économique, sur l'action pour lutter contre l'insécurité, sur le développement, sur beaucoup de choses, sur la santé des gens, etc. et qui fait aussi que ça devient encore difficile. Nous devons faire plus d'efforts avec peu de moyens pour agir avec la même nécessité.

Vous avez aussi ceux qui abusent de cette situation, et qui en profitent et qui essaient de déstabiliser, qui commettent des exactions, qui commettent des violations graves contre les populations, ce n'est pas terminé. Je ne veux vraiment pas donner l'impression que je sous-estime ce qui se passe, que je suis en train de faire un bilan positif pour Leila Zerrougui. Pas du tout. Mais alors, je ne suis pas du tout dans cela. Ni pour Leila Zerrougui, ni pour la MONUSO, parce que je ne crois pas que nous, on peut faire les choses si les Congolais ne les font pas.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, monusco-hq-mpiochief@un.org, tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, lukokiikola@un.org, portable : +243 81 890 77 06



Organisation des Nations Unies

Je crois que nous ne sommes pas ici pour remplacer, nous sommes là pour appuyer. Parce qu'on ne peut consolider de façon durable la paix, la stabilité et la sécurité, que si celui qui est en charge, de par la règle générale dans tout le pays, est en mesure de le faire.

Il faut que ce soient les acteurs, c'est-à-dire les fonctions régaliennes de l'Etat qui soient déployées, c'est-à-dire : le contrôle des frontières, le maintien de l'ordre, réduire les abus, lutter contre les forces négatives et tout cela.

Et même là, quand on voit et on pense au passé... Moi j'ai vécu des situations - et vous le savez tous puisque vous suivez la situation de ce pays -, quand j'étais venue en 2008, il y avait des zones où on vous disait : personne ne peut rentrer, c'est occupé par les forces armées. Aujourd'hui, on n'a pas un endroit où les FARDC ne peuvent pas rentrer, les groupes armés se cachent. Ils commettent des exactions la nuit et c'est ça la réalité. Et ça, c'est une évolution, je ne dis pas que c'est fini, c'est une évolution.

Il y avait des zones qui étaient des « No man's land ». Je me rappelle quand je suis arrivée à Kiwanja en 2008, on m'a dit qu'il faut demander la permission à Nkunda parce qu'il occupe le territoire, c'est maintenant lui qui est en charge. J'ai dit non, je suis déployée dans ce pays avec l'autorisation du Gouvernement congolais, et je me déplace là où c'est le Congo. Ce sont des situations que j'ai vécues, que vous avez vécues et que d'autres ont vécues.

Aujourd'hui, la présence de l'Etat est partout. Le problème, c'est qu'il n'y a pas de garantie de stabilité parce qu'on n'est pas présents partout et parce qu'on n'a pas mis en place des mécanismes qui ne luttent pas seulement à travers les armes. Parce qu'on ne finit pas l'ennemi. On doit aussi lutter contre ceux qui profitent de l'instabilité, ceux qui se servent de l'économie de guerre, ceux qui déstabilisent les gens, pour pouvoir sanctionner ceux qui méritent d'être sanctionnés à travers la justice, à travers les actions de l'Etat.

On travaille, je ne dis pas que tout est réglé, non on est loin de ça. Mais on est en train d'avancer au niveau politique, au niveau sécuritaire, au niveau du développement...

Il y a beaucoup de travail faire. Nous essayons de mobiliser les partenaires parce que ce n'est pas la MONUSCO qui fait du développement. Il y a la Banque mondiale, le Fonds de consolidation de la paix (Peace Building Fund), les acteurs bilatéraux et multilatéraux de la RDC. Nous leur disons : voilà, ça, c'est indispensable pour stabiliser. [Par exemple], cette route si on l'ouvre, ça va aider à accéder aux zones où sont les gens qui commettent les exactions.

On dit tous les jours à Beni ou bien en Ituri, des gens se font tuer. Mais quand on regarde la configuration, est-ce qu'on vient dans la ville de Beni et on tue comme on le faisait avant ? Est-ce qu'on va à Butembo et on tue ? On va chercher les pauvres gens qui sont éloignés, qui sont dans la brousse, et on va se venger sur des populations innocentes, vulnérables, et donc sans agenda politique, parce que personne n'est d'accord avec vous dans ces conditions, que vous soyez local ou étranger.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, monusco-hq-mpiochief@un.org, tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, lukokiikola@un.org, portable : +243 81 890 77 06



Organisation des Nations Unies

Je pense que les évolutions positives doivent être valorisées, mais nous devons avancer car on ne peut pas dire que c'est fini. Donc, ça c'est quelque chose sur lequel je voulais insister.

Je veux aussi souligner quelque chose auquel peut-être les Congolais n'accordent pas trop d'importance. Mais quand on pense au travail qui est fait aujourd'hui par la justice militaire, c'est un travail qui est vraiment très important comparé à ce qui se passe dans d'autres pays en conflit.

Parce que nous avons construit un outil. Nous avons aidé la justice militaire à avoir une chaîne pénale mobile, fonctionnelle qui peut se déplacer, où il peut y avoir des audiences foraines, qu'on peut montrer aux victimes. Il y a des milliers de cas qui ont été jugés, condamnés et qui servent leurs pairs. Il y a encore des fragilités bien évidemment ; il y a encore des prisons qui s'ouvrent et les gens sortent du jour au lendemain. C'est ce qui s'est passé à Beni et dans d'autres endroits. Il faut encore combler les lacunes qui existent, pour s'assurer que ce genre de choses ne se passent plus et bien évidemment que ceux qui sont en prison ne restent pas des années avant d'être jugés ou bien meurent parce qu'ils ne mangent pas à leur faim ou parce qu'ils ne sont pas soignés. C'est un travail pour améliorer justement les conditions de la réponse régalienne de l'Etat pour maintenir l'ordre.

Comment on peut encore renforcer, comment on peut travailler sur ce qu'on appelle la réforme du secteur de sécurité ? Comment on peut renforcer la professionnalisation de l'armée, de la police ? Comment on peut se rassurer qu'aujourd'hui ils aient des moyens renforcés, que les FARDC aient leurs casernes, qu'ils aient leurs maisons pour pouvoir se déplacer avec leurs familles, qu'ils puissent faire des rotations, passer d'une province à l'autre, pour ne pas s'incruster et faire du business dans un endroit, parce qu'ils sont là, parce que leurs familles n'ont pas de maison, parce qu'ils ne sont pas sûrs du futur, etc. ?

On est en train de travailler sur ça et on va continuer à le faire. Cela a été fait par-ci, par-là mais il faut le généraliser. Et je pense qu'il y a une volonté pour le faire.

Il y a aussi bien évidemment le DDR. Pendant longtemps, on a intégré les groupes armés dans l'armée, dans la police, dans les fonctions régaliennes de l'Etat. Aujourd'hui le Gouvernement est lui-même d'accord pour dire : on n'intègre plus les groupes armés parce qu'on entretient la violence, on entretient l'intérêt à prendre les armes contre la République. Si je peux devenir Général sans aller à l'école, pourquoi je vais aller à l'école où je ne suis même pas sûr d'avoir le grade ?

Donc si je ferme cette porte, je dis à tout le monde : celui qui prend les armes contre la République, il sera sanctionné et il répondra de ses actes. La République peut être généreuse et la population peut accepter la réconciliation et intégrer les gens dans leurs communautés. Parce qu'il y a des gens qui ont réagi parce qu'il y avait des injustices, l'Etat ne les protégeait pas, etc. Donc, ça c'est ce que je vois comme un volet sur lequel on doit continuer à travailler.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, monusco-hq-mpiochief@un.org, tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, lukokiikola@un.org, portable : +243 81 890 77 06



Organisation des Nations Unies

Je vais peut-être ajouter une dernière chose. Quand on parle des femmes, quand on parle de la violence contre les femmes. Là aussi, les progrès sont là. D'abord, rappelez-vous comment on violait les femmes. On allait dans un village et on violait toutes les femmes, viols massifs, y compris par les FARDC, avec leur commandant. On n'a plus ça du côté de l'armée.

On a des cas des violences sexuelles mais c'est individuel. C'est le militaire qui doit être sanctionné, qui doit être encaserné, qui ne doit pas se balader avec son arme dans la rue, qui doit être contrôlé s'il fait des bêtises, et condamné. On n'en est pas encore là mais on a fait un petit pas pour que ça devienne une criminalité individuelle. Elle est encore grave, mais on avance.

La même chose lorsqu'on parle du recrutement d'enfant. Rappelez-vous, il y avait plein d'enfants dans l'armée, il n'y en a plus aujourd'hui. Ça, c'est un autre progrès. On avance sur des questions qui sont essentielles pour construire l'armée professionnelle.

Nous avons les groupes armés qui continuent à abuser des enfants, les recruter, les tuer et les faire tuer. Nous avons des femmes qui se font violer dans des attaques des groupes armés. Mais il y a la justice et on fait tout ce qu'on peut – même si ce n'est pas nous, c'est la justice congolaise qui essaie de répondre contre les auteurs identifiés.

Ce n'est pas parfait, je ne dis pas qu'on est au paradis, loin de moi cette prétention, mais je dis on avance, ce sont des progrès qu'il faut comptabiliser et qu'il faut améliorer et avancer.

Maintenant, on a encore des violences graves, on a encore des gens qui se font tuer, on a encore des villages qui sont brûlés, on a des personnes qui sont chassées de leurs villages, on a des crimes atroces qui sont commis. C'est encore là en Ituri, dans la zone de Beni, mais aussi dans d'autres zones au Sud-Kivu, au Nord-Kivu ; on a des communautés qui n'ont pas encore construit la réconciliation du vivre ensemble et le partage des richesses qui existent, selon les règles de la loi.

On a encore cette nouvelle situation qui est très dangereuse : ce sont les crimes organisés qui commencent à se manifester dans les zones où il n'y a plus de groupes armés, mais où il n'y a pas de travail, pas d'intégration des anciens combattants des groupes armés dans la société, ni de contrôle des institutions.

Ce qui fait qu'aujourd'hui, vous avez des zones où il y a des enlèvements pratiquement tous les jours, où on demande des rançons et si vous ne payez pas la rançon, on tue votre parent. Ça aussi, c'est quelque chose sur quoi on doit travailler et sur quoi on est en train de travailler avec la justice. Parce que la réponse, c'est la réponse judiciaire, pas militaire.

On essaye d'avancer, parce que des pays qui ont connu un conflit ont après connu cette criminalité organisée. Vous avez l'exemple de l'Amérique centrale, vous avez l'exemple de la Colombie, vous avez plusieurs exemples où justement, après la guerre est venue la criminalité organisée. Et si l'Etat ne maîtrise pas cette situation, on finit par être emportés par cette criminalité.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, monusco-hq-mpiochief@un.org, tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, lukokiikola@un.org, portable : +243 81 890 77 06



Organisation des Nations Unies

Voilà, quelques mots pour vous dire merci d'être là, pour vous dire que j'aurai toujours le Congo dans mon cœur, et que je continuerai à vous suivre là où je serai. Et j'espère, j'espère, j'espère que j'entendrai de bonnes nouvelles et une amélioration continue pour que ce pays se stabilise. On en a besoin dans toute l'Afrique.

Le Congo est un grand pays, il est entouré de neuf pays, il ne peut pas se permettre de rester à la traîne. Il doit aller de l'avant et assurer que cet espace sera l'espace qui va porter cette région. Merci.

Question 1

Nephtalie Buamutala/ RGTA : Ma question a deux volets. Vous êtes arrivée à la fin de votre mandat à la tête de la MONUSCO. Quel est selon vous ce que vous auriez dû faire pendant votre mandat que vous n'avez pas fait ? Ça, c'est le premier volet. Le second volet : comment voyez-vous l'avenir de la RDC après avoir mené pendant trois ans la mission des bons offices avec les différents acteurs politiques de la RDC ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

Je disais tout à l'heure que quel que soit ce qu'on fait, on ne fait pas tout, on ne peut pas avoir cette prétention. Personne ne fait tout, surtout quelqu'un qui n'est pas chez lui.

Vous savez, la difficulté du maintien de la paix, c'est que vous arrivez dans un Etat souverain. Et vous arrivez avec l'accord de l'Etat. Donc vous travaillez avec les autorités, avec les acteurs politiques, mais aussi les acteurs de développement au niveau local, au niveau national, et vous essayez de le faire en ayant leur adhésion, pour les convaincre que c'est dans l'intérêt général et donc dans leur intérêt.

Bien évidemment, moi, j'aurais aimé qu'on ait bien avancé dans le DDR communautaire et l'avoir vu avec quelques projets pilotes. On n'a malheureusement pas encore avancé dans ça, j'espère que la collègue qui va me remplacer, Madame Bintou Keita, va continuer à mettre la pression sur ce processus, c'est extrêmement important parce que c'est le début de la stabilisation. On n'a pas pu avancer alors qu'on était prêts mais la situation ne l'a pas permis.

La deuxième chose : je voulais aussi qu'on avance dans les Kasai dans le renforcement des fonctions régaliennes de l'Etat. L'année dernière, j'avais supplié la Cinquième Commission [*chargée des questions administratives et budgétaires*] pour ne pas couper de postes, pour nous donner plus de moyens police, justice et administration pénitentiaire, appui à l'administration locale, pour permettre la réconciliation communautaire et lancer les projets de développement tout en ayant l'outil qui maintient l'ordre -la police, la justice – parce que nous quittons, nous démilitarisons, et nous devons renforcer les fonctions qui doivent se substituer à la présence militaire. Malheureusement, là aussi, on n'a pas beaucoup avancé.

J'espère que mon équipe, l'équipe qui reste ici mais aussi l'Equipe de pays et les partenaires de la RDC pourront le faire. Hier on a poursuivi cette discussion sur le Nexus dans un débat avec la Vice-premier

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, monusco-hq-mpiochief@un.org, tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, lukoki@un.org, portable : +243 81 890 77 06



Organisation des Nations Unies

Ministre et Ministre du Plan, et avec les partenaires. J'espère que ce processus va avancer dans les Kasai et dans le Tanganyika.

Ça, c'est deux petites choses mais il y a beaucoup d'autres choses que j'aurais aimé faire mais ce n'est pas toujours évident. Ça ne veut pas dire que c'est un échec, ça veut dire qu'on n'a pas encore mis en place tout ce qui est nécessaire pour démarrer, mais que ça va venir parce qu'il n'y pas de rejet. Et j'espère que mes successeurs vont le faire.

Comment je vois l'avenir de la RDC ? Comme je l'ai dit, l'avenir de la RDC dépend bien évidemment de l'avenir de l'Afrique mais il peut aussi être un facteur qui tire vers l'avant.

L'histoire de l'Europe nous enseigne que parfois, ceux qui se font la guerre, ceux qui étaient les plus affectés par la guerre à la fin de la Deuxième guerre mondiale, ceux qui étaient pratiquement détruits par l'intensité des bombardements, des déplacements, des tueries, c'étaient les Allemands, c'étaient les Français, c'étaient les Italiens... parce que la guerre a eu lieu dans cette zone. Et ce sont eux qui se sont regroupés et qui ont essayé de construire l'avenir de l'Europe et ils sont arrivés à le faire. Bien sûr, des années après, mais c'était cette idée-là.

Donc moi je crois que l'avenir de la RDC dépend d'abord de comment les Congolais prennent du recul par rapport au gain « de tout de suite » : il faut savoir se projeter sur le long terme tout en travaillant sur l'immédiat. Se projeter sur le long terme parce que ça permet d'avoir une vision d'où on veut arriver dans dix ans, comment je peux régler les problèmes d'aujourd'hui – je réagis sur les problèmes du présent et en même temps, je dois avoir une projection à long terme et je dois un peu me détacher de mes priorités de « tout de suite ». Et souvent, c'est parce que les institutions sont encore fragiles que la projection devient difficile, on pare au plus urgent.

Donc je vois le pays comme un pays qui peut jouer un rôle important. C'est un pays qui a les moyens de pouvoir s'en sortir, ce n'est pas un pays qui doit tout à l'étranger, qui a besoin de tout : il y a des compétences dans ce pays. J'ai toujours dit que le Congo n'est pas un *failed State*, ce n'est pas un Etat défaillant, ce n'est pas un Etat qui n'a rien.

Il y a des choses, il y a des capacités, il y a des gens qui peuvent faire des choses. Ce qui manque, c'est cette conviction qu'ensemble, quand je fais pour les autres, je fais pour moi. Ce n'est pas encore intégré que quand je travaille pour la stabilité pour les autres, c'est ça qui va permettre à mes enfants de vivre dans de meilleures conditions. J'espère que j'ai répondu à votre question.

Question 2

Dedelle Ndomba/ RTNC Radio : Madame Leila, quelle image gardez-vous de la femme congolaise et qu'elle a été votre apport à ses côtés dans la lutte contre les violences sexuelles et celles basées sur le genre, et dans son combat pour sa participation aux instances du pays ?

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, monusco-hq-mpiochief@un.org, tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, lukokiikola@un.org, portable : +243 81 890 77 06



Organisation des Nations Unies

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

Je crois que s'il y a quelque chose qui m'a beaucoup marquée en arrivant dans votre pays – je l'ai répété 150 fois – c'est que la femme congolaise subit de plein fouet le conflit. Elle subit aussi la violence même dans les villes où il n'y a pas de conflit. Elle subit aussi la pauvreté.

Mais ce qui est impressionnant aussi, c'est que cette femme n'est pas cloîtrée chez elle en attendant qu'on vienne la prendre en charge. La femme congolaise est dans la rue, sur les marchés, dans les champs. C'est elle qui nourrit la famille, c'est elle qui prend en charge les enfants, et en plus, elle s'engage politiquement, elle s'engage pour sa société.

Le nombre de femmes qui sont dans la société civile, dans les partis politiques, actives dans la société... ce n'est pas comme s'il fallait partir de zéro à discuter de comment la femme congolaise doit s'impliquer : elle est présente.

Ce qui lui manque, c'est l'espace pour pouvoir se réaliser. La société humaine, vous le savez, a été une société d'hommes. Le partage de pouvoir a été déséquilibré dans tous les pays du monde. C'est pour ça qu'on se bat pour la parité, c'est pour cela qu'on parle de l'espace qu'on doit laisser la femme. Le Bon Dieu a créé le monde avec des hommes et des femmes, personne ne peut aller tout seul, on a besoin l'un de l'autre, on doit travailler ensemble.

Et pourtant, dans les problèmes qui intéressent la société, on a juste une partie qui gère la situation. C'est un combat que j'ai mené même dans mon pays : on ne peut pas régler les problèmes de la société si ce ne sont pas les deux parties de la composante de cette société, qui lui permettent de continuer à exister, ne sont pas associées. Les femmes ramènent une perspective – et je le vois à chaque fois que je vais sur le terrain.

On parle avec les hommes, ils nous disent quelque chose ; quand on va rencontrer les femmes, elles nous donnent une perspective qui n'a jamais été discutée quand on reste uniquement avec les hommes. Et ça, ce n'est pas que le Congo : je l'ai vécu en Syrie, je l'ai vécu en Iraq, je l'ai vécu au Yémen, je l'ai vécu dans tous les conflits sur lesquels j'ai travaillé.

La femme congolaise, pour moi, elle a sa place, elle est prête, elle se défend, elle s'implique. On la voit présente dans les zones de conflit. Vous allez dans les villages les plus reculés, vous arrivez dans un village qui peut-être n'a jamais reçu personne, qui vient de subir la violence, et quand vous commencez à parler à ces femmes, elles sont patriotes, elles défendent les intérêts de leur société, de leur pays, et elles s'engagent dans l'intérêt de la communauté, parce que justement, les enfants sont affectés, parce que l'avenir de la famille est affecté.

Pour moi, nous avons fait des progrès. Quand on parle de violences sexuelles : des colonels, des généraux ont été condamnés ; des chefs de groupes armés ont été condamnés à 20 ans, à perpétuité, parce qu'ils ont violé des femmes.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, monusco-hq-mpiochief@un.org, tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, lukokiikola@un.org, portable : +243 81 890 77 06



Organisation des Nations Unies

Quand je suis arrivée en 2008, on posait des questions sur ce que vous risquiez – on a fait des petits sondages discrets avec des militaires et des policiers – si vous violez une femme. On a eu trois réponses qui revenaient à chaque fois : je paye une chèvre, rien du tout, quelques jours de détention dans la garnison. C'est vous donner une idée de l'évolution : quand on était en uniforme, on était assuré de l'impunité, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Il y a encore un travail à faire, je ne dis pas que nous avons réalisé les rêves de la femme congolaise. Je crois qu'il n'y a pas une femme au monde qui peut dire aujourd'hui que tout a été réalisé : on est tous dans le combat. Mais je dis que la présence d'une Mission de maintien de la paix, avec une femme à sa tête, avec des femmes qui occupent des fonctions importantes, ça donne aussi cet espace.

Et c'est pour ça, quand on parle de la RDC aujourd'hui, il y a quand même un espace pour l'opposition, pour la société civile, pour les femmes... Et vous voyez que dans un gouvernement, il y a des femmes ; dans un parti politique, même quand ils se réunissent pour discuter, il y a des femmes ; chacun se sent obligé et peut-être ne l'aurait-il pas fait sans toute cette pression, sans tout le travail qui a été fait ; chacun sait que ça va être mal vu s'il n'y pas de femmes dans son parti.

Au niveau du leadership, nous avons eu des femmes qui se sont présentées aux élections. Nous avons vu des femmes députées, des femmes sénateurs, des femmes ministres, des femmes vice-ministre, même pour diriger l'Assemblée nationale, ce n'est pas rien comme message qu'on envoie aux femmes, qu'on envoie aux hommes.

Je pense qu'il y a encore beaucoup de choses à faire. Nous avons fait un petit bout, vraiment un petit bout, même au niveau international. Même aux Nations Unies, nous sommes en train de nous battre avec la politique du Secrétaire général pour renforcer la présence des femmes dans les missions de maintien de la paix, et ce n'est pas toujours évident.

Mais comme je l'ai dit, les femmes seules ne peuvent pas faire les choses, et les hommes seuls ne peuvent pas faire les choses. C'est cette communion entre les deux, entre les deux partenaires de la vie, qui ramène la sérénité et la stabilité dans une population.

Question 3

Roger Marley Lukunga/ Elima News : Madame, vous avez gravi les échelons en République démocratique du Congo au sein des Nations Unies, jusqu'à devenir la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies, le poste le plus élevé. Vous avez eu ce qu'on appelle dans votre pays, chez les Arabes, Al Baraka, la chance. Alors j'aimerais savoir, maintenant que vous partez, vous quittez, mais les armes ne se taisent pas à l'Est, les armes continuent de crépiter. Est-ce que vous allez vous transformer cette fois-ci en militante anti-conflits armés, là où vous allez partir ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :
Vous savez je suis juge de formation. J'ai travaillé en tant que juge dans mon pays pendant des

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, monusco-hq-mpiochief@un.org, tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, lukoki@un.org, portable : +243 81 890 77 06



Organisation des Nations Unies

décennies. J'ai été défenseur des droits de l'homme à Genève et je suis venue pour la première fois chez vous ici comme numéro 2 de cette mission qui était à l'époque la plus importante. Je me suis battue pour justement faire taire les armes en utilisant les autres moyens. J'ai essayé de renforcer la justice, lutter contre l'impunité, mettre les criminels de guerre sur les listes rouges, j'ai poussé pour qu'ils soient sanctionnés par le Conseil de sécurité.

J'ai fait de mon mieux pour faire en sorte que ce processus soit intégré dans le Peacekeeping et qu'on n'utilise pas seulement les armes mais aussi les autres moyens qui peuvent influencer beaucoup plus. Parce que n'importe qui peut trouver un soldat mais s'il n'y a plus de commandant pour mener ce genre de guerre, et bien une partie de la guerre est déjà finie.

Donc je continuerai à me battre pour ces idéaux parce que l'Etat de droit c'est ça. C'est que personne n'est au-dessus de la loi. Les pays qui ont réussi à se stabiliser et ont fait taire les armes définitivement, c'est parce que celui qui viole les règles trouve en face de lui des institutions solides, il trouve une justice, une police, il trouve une sanction même de la société - même la société n'accepte pas qu'on prenne les armes contre une partie de la population.

Et bien évidemment comme j'ai dit tout à l'heure nous n'avons pas encore atteint cet objectif puisque si on l'avait atteint, la mission ne serait pas encore là.

Mais regardez où on était avant. Quand je suis arrivée, on était présent sur tout le territoire congolais. Il y avait les Enyele à Mbandaka qui ont massacré, vous vous souvenez de ce qui s'est passé. Il y avait la LRA. Il y avait des groupes armés étrangers qui étaient déployés dans le Petit Nord, dans le Grand Nord. Souvenez-vous il y avait le M23, le CNDP, les FDLR, il y avait une situation qui était très complexe. Aujourd'hui, on a encore des conflits qui crépitent dans deux provinces. Et je dirai la troisième c'est le Sud-Kivu. Donc on est dans cette situation-là : on serre, serre, serre, pour en finir avec celui qui ose, qui veut prendre les armes en pensant qu'il peut obtenir des grades, qu'il va devenir un homme politique... Parce que c'est ça, l'histoire.

Donc enlevez cela. C'est ce qui va permettre à ce que la tentation de prendre les armes contre son peuple disparaisse. Et si je suis étranger, que je viens et je prends les armes ici et je survie, cela veut dire qu'il y a des complicités. Sinon je ne peux pas survivre. C'est ce travail qu'il faut vulgariser et vous en tant que journaliste vous devez faire ce travail. Sensibiliser tout le monde. On ne peut pas sévir, vivre et survivre s'il n'y a pas de complicité dans la communauté. Parfois la communauté a peur, elle est prise en otage.

Quand on parle des groupes armés, quand ils viennent négocier leur reddition qu'est-ce qu'ils demandent ? Vous avez entendu quelqu'un qui parle de la communauté ? Ils demandent quatre choses : l'amnistie, l'intégration dans l'armée, la reconnaissance des grades et de rester là où ils ont commis tous les abus. Il n'y en a pas un qui dit : construisez un hôpital pour la population, faites une route et je suis prêts avec mes hommes à commencer à déblayer la route.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, monusco-hq-mpiochief@un.org, tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, lukoki@un.org, portable : +243 81 890 77 06



Organisation des Nations Unies

C'est cela que nous devons comprendre. Si la société réalise que ces gens ne la protègent pas mais entretiennent l'économie de guerre, et bien vous allez voir que les choses vont se calmer, et c'est ça le travail que nous devons faire. Renforcer la professionnalisation de l'armée. Parce que dans un village, si la population voit l'armée congolaise comme le protecteur de la population, si je suis la police, la justice, et pas là pour régler des comptes mais rendre la justice au nom de l'Etat congolais conformément au droit, vous allez voir que ces gens vont devenir insignifiants et celui qui est étranger, il va fuir, il va rentrer chez lui. Et celui qui est congolais, il va demander pardon et se soumettre à la justice, c'est comme cela que je vois ce qui reste à faire. Mais je pense que comme j'ai dit il y a beaucoup de choses qui ont été réalisées. J'espère que j'ai répondu à votre question.

Encore une fois merci, merci pour vos questions et merci pour le travail que vous faites parce que c'est vous qui informez l'opinion publique de ce qui se passe ici, qui sensibilisez. Vous me donnez cette opportunité de parler au peuple congolais, de dire aux congolais merci. Parce que moi j'ai été accueillie dans ce pays, j'ai vu la gentillesse de des gens et j'ai vu aussi la générosité. J'ai vu des gens qui ont souffert mais qui sont prêts à pardonner, à tourner la page parce qu'ils veulent la paix dans leur entourage, dans leur espace. Et j'ai vu aussi des gens qui sont prêts à se sacrifier.

Donc merci de m'avoir donné cette opportunité, je voudrais encore une fois vous dire, gardez l'espoir et continuer à faire avancer la paix dans votre pays, ce n'est pas quelque chose qui est impossible.

Le Congo n'est pas en train de brûler. On a dit mille fois que le Congo va brûler, il n'a pas brûlé. On a dit mille fois que telle situation va générer une catastrophe, et bien non, parce qu'il y a des gens qui ne veulent pas que leur pays brûle. Ces gens-là sont ici, ils travaillent, ils se battent. Continuez à leur donner de l'espace, à croire en votre capacité à aspirer les violences, aspirer tout ce qui est négatif, et les choses évolueront.

Il n'y a aucun pays qui est parfait, il n'y a aucun pays qui a réglé ses problèmes en un an ou deux, regardez l'histoire de l'humanité, posez la question de comment la démocratie s'est installée dans d'autres pays. Nous sommes dans cette phase de transition aussi où nous avons aujourd'hui en RDC l'ancien président, le nouveau président, M. Bemba, M. Katumbi, M. Fayulu. Ils sont tous en RDC. Ils sont là et il y a un débat politique, ce n'est pas rien ça, cela n'existait pas avant. Nous sommes dans cette évolution positive où il y a des hommes politiques avec leurs programmes, leurs idées, leurs visions qui se battent politiquement, c'est légitime, c'est normal.

Mais il ne faut pas déstabiliser le pays, il ne faut pas utiliser la violence parce qu'on sert les intérêts de personne. On ne sert que si on est en train de travailler pour consolider et renforcer les fonctions régaliennes de l'Etat, renforcer l'acte politique, le rendre attractif parce qu'il sert la communauté.

Travailler pour contrôler les richesses du pays, pour faire en sorte que tout le monde reçoive sa part, pour que les générations futures aient plus d'espoir à rester dans ce pays, à le servir... Ce sera dans l'intérêt de tout le monde.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, monusco-hq-mpiochief@un.org, tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, lukokiikola@un.org, portable : +243 81 890 77 06



Organisation des Nations Unies

Je vais aussi dire que la RDC va assumer la fonction de présider l'Union africaine. C'est encore une opportunité pour la RDC de montrer ses aspects positifs, de travailler sur l'amélioration de ce qui reste à faire. Il y a toujours beaucoup à faire dans chaque société.

Donc bon courage et j'espère vraiment que vous traverserez cette phase de transition difficile pour tourner la page où à chaque élection on tremble, à chaque composition d'un gouvernement on tremble... et que tout ça devienne des actes normaux, des moyens pour permettre à ce que la stabilité, l'alternance deviennent normales. Merci.

Contacts :

MONUSCO : Mathias Gillmann, Porte-parole, gillmann@un.org, portable : +243 997 06 99 20 & +243 81 890 71 28

Major Sylvester Morlicy Mangure, Porte-parole militaire, monusco-hq-mpiochief@un.org, tél. +243 81 890 31 78, portable : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations médias, lukokiikola@un.org, portable : +243 81 890 77 06